

[A. J. M. Servan]

27

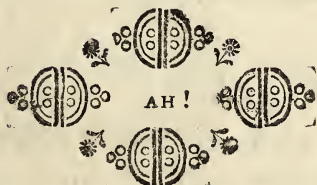
G L O S E ^{Fac. 4} 31478

E T

R E M A R Q U E S

*Sur l'Arrêté du Parlement de Paris,
du 5 décembre 1788.*

A. J. M. Servan

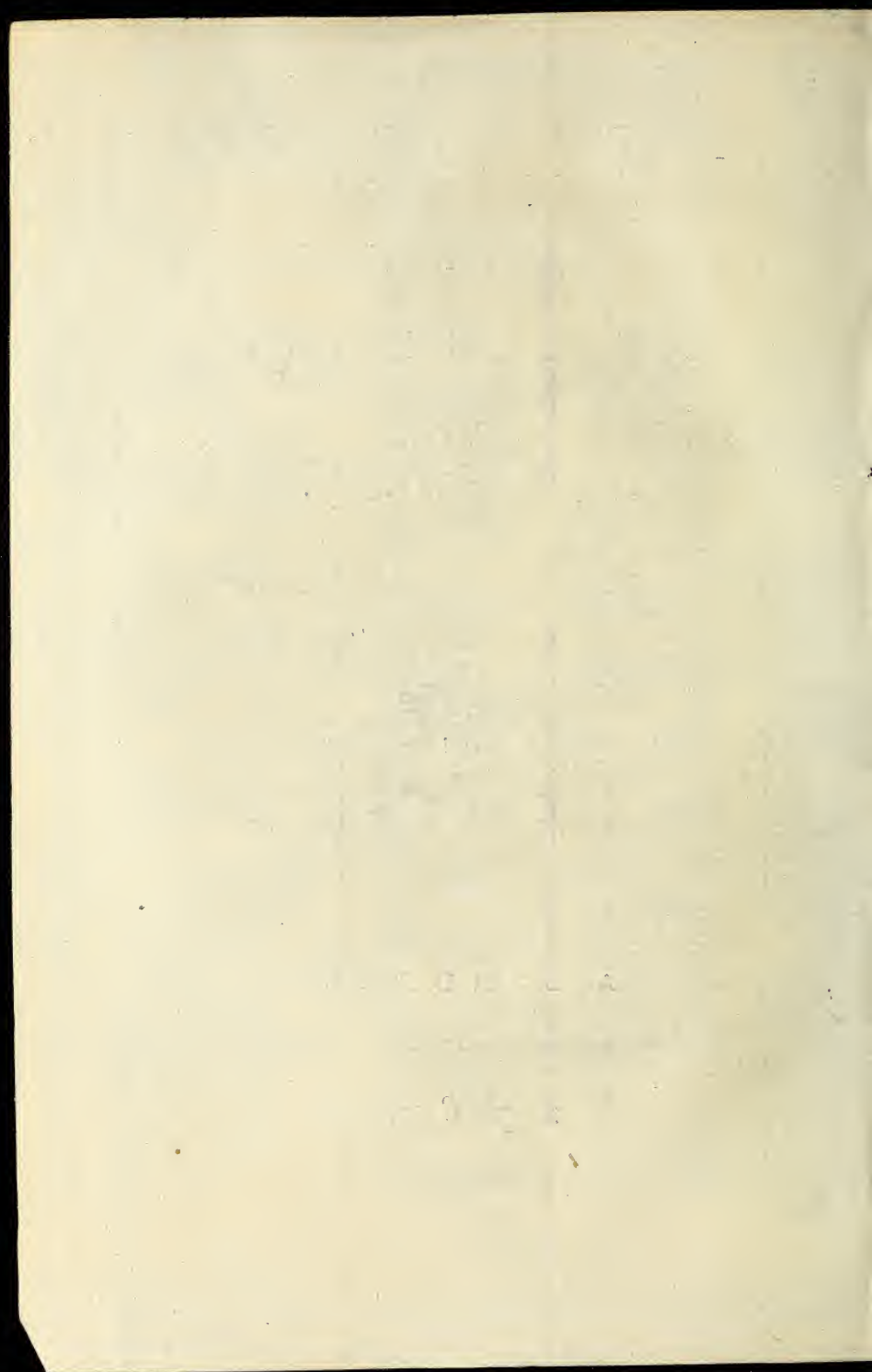


A L O N D R E S.



2 7 8 9.

THE NEWBERRY
LIBRARY



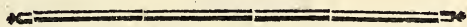


G L O S E

E T

R E M A R Q U E S

*SUR l'Arrêté du Parlement de Paris ,
du 5 décembre 1788.*



G L O S E.

ARRÊTÉ.

Ces nuages couvrent tout l'horizon de la France , depuis plus de deux mois ; & notre étonnement est que la cour se soit alarmée si tard de ce temps nébuleux.

La cour justement alarmée des nuages qui s'élevaient dans les esprits,

Cependant , nous

A 2

croyons en voir une assez bonne raison : MM. les présidens & conseillers du parlement , partageant leurs journées entre leur cabinet & la chambre du palais , ne sont guere à portée d'observer le temps qu'il fait. Il seroit bon d'ordonner à M. de la Lande , ou tel autre académicien , chargé du calcul & de l'observation du temps , d'avertir exactement la cour de parlement , de la naissance & de la durée des nuages ; afin qu'elle s'appliquât à les dissiper beaucoup plutôt par une émission de lumière

proportionnée aux obstacles.

Pas tout à fait : ils menacent seulement quelques grands seigneurs , quelques évêques , & les officiers des parlemens.

& des troubles qui menacent l'état ;

Mais le roi & la nation n'en font point menacés ; & c'est toujours quelques petites choses dans l'état.

Oui , pour moi , par exemple , qui ne suis qu'un petit bourgeois , à cent lieues de la capitale. N'est-il pas de toute évidence , que ce que j'en fais , n'est que

instruite des manœuvres pratiquées dans le royaume par des personnes mal-intentionnées ,

ARRÊTÉ.

G L O S E.

malice pure , mauvaise intention contre les parlemens , & non point un juste soulèvement contre la convocation de 1614 , & non pas le désir de sauver nos propriétés & nos libertés ; d'un naufrage doucement préparé par nos chers pilotes eux-mêmes ?

C'en est donc fait : nous voilà découverts ; il ne nous reste qu'à nous confesser.

Oui , nous sommes dans le royaume à peu près fix ou sept millions d'hommes , sans les fractions , c'est-à-dire , sans nos femmes & nos en-

fans , tous associés secrètement , pour ruiner dans l'opinion publique le parlement de Paris , à qui nous en voulons , & qui ne nous en veut pas.

Nous donnons à notre vengeance , ou plutôt à notre conservation , le prétexte de cette maudite convocation de 1614.

C'est nous enfin qui , par nos subtiles manœuvres , avons tout-à-coup , & presque en huit jours , excité l'irruption du vœu de la nation , à peu près comme des mines inférieures de soufre & de salpêtre excitent les éruption de l'*Etna*.

ARRÊTÉ.

G L O S E.

C'est nous qui faisons fermenter tout à la fois , la Normandie , la Bretagne , la Guienne , le Languedoc , la Provence , le Dauphiné , le Lyonnais , &c. &c. &c. , enfin la France entière.

Nous étions de terribles gens ! mais à présent tout est dit : le parlement nous a pris sur le fait : nous n'avons plus rien à faire , qu'à être pendus très-équitablement , c'est-à-dire , par arrêt.

pour enlever à la nation , le fruit des efforts de la magistrature ,

Ah ! MM. , la main sur la conscience : il y a certainement ici erreur

volontaire ; il falloit dire :
pour enlever à la magif-
trature le fruit des ef-
forts de la nation ;

Pour empêcher que
 huit cents ans de mal-
 heurs , cent ans de lu-
 miere , & deux années de
 courage , ne vinssent avor-
 ter dans les états-géné-
 raux de 1614 ;

Pour empêcher le haut
 clergé & la très-haute
 noblesse de substituer la
 plus dangereuse aristocra-
 tie , à la monarchie tem-
 pérée ; le seul gouverne-
 ment qui convienne à un
 grand peuple , de plus de
 vingt - quatre millions
 d'individus ; le seul gou-

vernement qu'il désire
par habitude, par goût
& par raison ; & qu'il n'a
certes que trop bien
payé, par huit siècles de
sacrifices & de maux de
tous les genres ;

Pour empêcher une ma-
gistrature qui réunit à la
fois les inconvéniens de
la vénalité & de l'héré-
dité des pouvoirs, d'u-
surper encore tous ceux
que le clergé, toujours
plus affoibli par l'ac-
croissement de nos lu-
mières, ne pourra pas
défendre contre ses ef-
forts ; & tous ceux que la
noblesse, toujours plus
dissipée par l'accroisse-

ment de son luxe , ne
saura pas défendre contre
ses formules ;

Pour empêcher que
cette magistrature , qui
de nos jours a tiré son
despotisme du cahos af-
freux de nos loix , & de
l'absence de toute cons-
titution , ne parvienne
aujourd'hui à se créer
un despotisme tout nou-
veau , avec les matériaux
mêmes d'une constitution
nouvelle ; & qu'après
avoir dominé le mo-
narque , au nom & sous
le prétexte du peuple op-
primé , elle n'opprime à
la fois le monarque & le
peuple , de concert d'a-

ARRÊTÉ.

G L O S E.

bord avec le clergé & la noblesse dont elle a besoin ; & bientôt sans la noblesse & le clergé, quand elle sera plus forte que tous deux.

*en substituant le
feu de la sédi-
tion ,*

Rien n'est plus vrai : il existe maintenant en France une sédition d'environ 20 millions de sujets de tous les âges , de tous les sexes, qui ne demandent qu'à s'unir à leur roi , contre deux ou trois cents magistrats , quelques centaines de grands seigneurs , la petite légion sacrée des évêques & autres conforsts, lesquels, sous le nom de la con-

vocation de 1614, veulent réduire les peuples à l'état le plus extrême, qu'ils appellent avec raison, *le dernier état des choses.*

Elle n'existoit point cette anarchie, quand les parlemens, donnant des démissions combinées, privoient tout-à-coup un grand état de justice & de loix.

Mais elle existe maintenant cette anarchie, & même elle paroît horrible, quand le peuple réclame l'observation des loix éternelles de la justice naturelle, &

& en substituant le feu de la sédition, & les horreurs de l'anarchie,

ARRÊTÉ.

G L O S E.

de la loi sacrée du contrat social.

*au succès d'une
généreuse & sage
liberté ;*

Oui , la liberté d'obéir, de trembler sous la crosse d'un évêque, sous l'épée d'un noble , & sous la plume d'un magistrat.

Mais , *la sage & généreuse liberté* d'un peuple obéissant à des loix, où sa volonté même a concouru à des loix qu'il chérit comme son propre ouvrage , & qu'il respecte comme l'ouvrage de tous... : non , non , ce n'est pas de cette liberté dont il s'agit ; qu'elle s'enfuit au-delà des mers ;

qu'elle se cache dans la nuit du temps ; qu'elle s'enfonce jusques dans les assemblées nationales de la seconde race. Cette liberté dans des états-généraux , tels qu'en 1614, n'y pourroit résider que comme *Regulus* à Carthage , parmi des ennemis qui suspendent la perte , pour mieux la préparer.

Les *semences de divisions* Il falloit dire , les *semences de l'union* étroite & rapide du tiers-état , du véritable corps de la nation , subsistant par lui - même , & fai-

considérant qu'il eût été facile d'étouffer les *semences de divisions* , en proposant au roi de fonder à jamais la liberté , la paix , & la fortune publique sur

ARRÊTÉ.

*l'harmonie de
tous les ordres ,
par des principes
si clairs , des
moyens si surs ,
qu'il fût de-
venu impossible
d'en abuser com-
me d'en douter.*

G L O S E.

fant subsister tous les autres.

Mais quoi ! il étoit facile d'étouffer ces semences de divisions , & le parlement les a laissé paisiblement fructifier au point de former une moisson , dont la face entière de la France est couverte. Peut-être seroit-il impossible à présent de circonscrire dans ce royaume , une lieue carrée de terrain , où l'on ne trouvât pas une assemblée du tiers-état , occupée toute entière de sa confiance en son roi , & de sa colère contre les parlemens. Quelle aimable
&

& douce sécurité, de laisser faire tant de progrès à des *semences qu'il étoit si facile d'étouffer!* . . .
Poursuivons.

Que de biens le parlement pouvoit nous donner ! & que de maux il nous a laissés faire !

Un bonnet quarré est-il donc la boîte à Pandore, d'où les maux sortent en foule les premiers ? mais la foible, & toujours trop tardive consolation, n'en sort que la dernière.

Ainsi, après l'arrêté sur la convocation de 1614, après le beau dis-

en proposant au roi, de fonder à jamais la liberté, la paix & la fortune publique sur l'harmonie de tous les ordres,

ARRÊTÉ.

G L O S E.

cours de M. Lefebvre d'Ormesson , à l'assemblée des notables ; après , &c. que ces notables ont façonné à leur gré une opinion contraire au tiers-état ; après , &c. après , &c. . . ; enfin , enfin , l'arrêté du 5 décembre s'est trouvé le dernier au fond du bonnet quarré.

A quoi nous servira-t-il ? à nous montrer le bien que le parlement auroit pu , & qu'il n'a pas voulu nous faire.

*par des principes
si clairs , & des
moyens si sûrs ,
qu'il fût devenu
impossible d'en*

On n'en revient point ,
& chaque mot augmente
la surprise : nous abandonner en déplorables

G L O S E.

ARRÊTÉ.

victimes au feu de la sédition , aux horreurs de l'anarchie , plutôt que de nous révéler ces principes si clairs , & ces moyens si sûrs !

abuser , comme d'en douter :

Réparer cette omission !
Tiers - état , demandez acte : qui dit omission , dit faute : le parlement n'est donc pas infallible...
Vérité nouvelle !

considérant la-dite cour, que son devoir l'oblige à réparer cette omission,

Ainsi , ni les papes , ni les rois , ni les parlemens mêmes , ne jouiront de cette prérogative divine : tous seront soumis à l'erreur , comme le peuple même : ainsi les parlemens seront ré-

B :

ARRÊTÉ.

G L O S E.

duits à raisonner pour être crus : ainsi les arrêts déchus du *privilège* de la foi, qui n'entre dans les esprits qu'à la faveur des ténèbres, seront bornés au droit commun de la raison, qui ne cherche que la lumière : ainsi les parlemens, après un tel aveu, daigneront motiver leurs arrêts. Ah ! tant mieux ; il étoit temps.

& d'obvier à ces
manœuvres,

Ces *manœuvres* !.. Ceci a déjà été *glosé*. Des *manœuvres* tramées avec finesse & lâcheté dans tous les hôtels-de-ville, dans toutes les places pu-

G L O S E.

A R R Ê T É.

bliques , dans tous les cercles ; enfin des *manœuvres* , dont le tiers-état entier étoit le *manouvrier*.

Véritables intentions... *en expliquant les véritables intentions,*
 Le parlement en avoit-il donc de *fausses* quelque-fois ?

C'est précisément le *dénaturées*
 sens de ce que disoit le bourreau de D. Carlos :
Taisez-vous , seigneur ; vous dénaturez mes intentions.

Peuple imbécille ! vous *malgré leur évidence,*
 méconnoissez l'évidence,
 & vous osez demander

ARRÊTÉ.

G L O S E.

des états-généraux ! Qu'y ferez-vous ? Si vous êtes capables de vous tromper sur les intentions évidentes de vos magistrats, de vos amis, saurez-vous discerner les intentions équivoques des grands seigneurs, des ministres & de tant d'ennemis ?

déclare, en distinguant, dans les états de 1614, la convocation, la composition & le nombre : à l'égard du 1^{er} objet, la cour a dû réclamer la forme pratiquée à cette époque, c'est-à-dire, la convocation

Ce seul moyen
Ce moyen n'est ni le seul, ni peut-être le meilleur, d'obtenir, (non pas la réunion des électeurs,) mais la réunion de toutes les volontés particulières dans une volonté générale. A l'égard du choix des repré-

G L O S E.

sentans de chaque province, on éprouvera comment cette volonté générale pourra s'élever du sein de tous ces petits conventicules séparés, soumis à tous les intérêts personnels, à l'effervescence de toutes les passions frivoles, à toutes les impulsions de la richesse & du pouvoir.

On verra si le moyen proposé par les trois ordres du Dauphiné n'est pas en effet le plus simple, le plus prompt & le plus sûr, pour réunir & former de tant de volontés diverses, une volonté vraiment générale.

A R R Ê T É.

par bailliage & sénéchaussée, non par gouvernement & par généralité; cette forme consacrée de siècle en siècle, par les exemples les plus nombreux, & par le dernier état, étant sur-tout le seul moyen d'obtenir la réunion complète des électeurs par des formes légales,

ARRÊTÉ.

devant des officiers indépendans , par leur état.

G L O S E.

C'est-à-dire , devant des officiers dépendans des parlemens par leur état.

A l'égard de la composition , la cour n'a pu, ni dû porter la moindre atteinte au droit naturel , constitutionnel & respecté jusqu'à présent, des électeurs , de donner leurs pouvoirs aux citoyens qu'ils en jugent le plus dignes.

Et jugez par là des admirables effets de la convocation de 1614 : convocation où presque tous les députés furent choisis dans les ordres du clergé & de la noblesse ; & cela sans doute en vertu du *droit naturel & constitutionnel des électeurs du tiers-état* , de donner leur pouvoir aux citoyens qu'ils en jugent le plus dignes.

Le digne clergé ! la digne noblesse ! les dignes

magistrats ! & sur-tout
l'indigne tiers-état que
nous avons en 1614 !
puisqu'enfin le clergé, la
noblesse & les magistrats
peuplèrent presque seuls
les états-généraux, où
le tiers-état indigne fut
un témoin plutôt qu'une
partie.

Qui peut douter que
tous ces députés de 1614
n'eussent été choisis libre-
ment, sans impression de
crainte, par la seule in-
fluence de leur mérite &
non de leur dignité ?

Qui oseroit dire que la
forme de la convocation
de 1614 déterminât la
nature de la compo-
si-

ARRÊTÉ.

G L O S E.

tion , & que la nature de la composition déterminât la proportion dans le nombre des représentans des trois ordres ?

Qui pourroit craindre qu'en assemblant les électeurs de la même manière, ils fissent les mêmes choix ; & que le tiers-état , sans représentans aux états-généraux , fût encore la victime des ordres supérieurs ?

Quelle pitoyable idée, que de la même cause puissent naître les mêmes effets !

A l'égard du nombre, celui des D'y suppléer..... En vérité , messieurs , le

G L O S E.

plus fin s'y feroit trompé;
& n'accusez ici que vous-mêmes.

Qui n'auroit cru, après votre réclamation de la forme de 1614, que vous vouliez les états-généraux tels qu'en 1614?

Qui n'auroit cru, après le superbe discours de M. Lefebvre d'Ormesson, où il veut attacher le génie du peuple, l'habitude de nos idées, la répétition ordinaire de nos actions, le cours des opinions raisonnables, la créance des hommes sages, le nœud de la foi publique, & tout ce qui doit se réunir pour la félicité universelle à

A R R Ê T É.

députés respectifs, n'étant déterminé par aucune loi, ni par aucun usage constant, pour aucun ordre, il n'a été ni dans le pouvoir, ni dans l'intention de la cour d'y suppléer.

ARRÊTÉ.

G L O S E.

la bafe fixe de 1614, laquelle réunit convenance & régularité; qui n'auroit cru, dis-je, que vous & votre premier préfident vouliez les états-généraux de 1614?

Qui n'auroit cru, après votre fîlence profond au milieu des cris du tiers-état, & de ces accusations répétées de votre confpiration contre lui, que vous vouliez, en effet, noyer le tiers-état, & la nation dans des états-généraux tels qu'en 1614?

Qui n'auroit cru, qu'en favorifant les deux ordres dont vous partagiez les privilèges, vous vouliez

partager leur fortune & leur puissance ?

Qui n'auroit cru, que vous attendiez de leur reconnoissance, d'entrer aux états-généraux pour y former un quatrieme ordre ?

Qui n'auroit cru, qu'à l'aide du génie des formules, qui vous est propre, vous vous flattiez d'envahir aux états-généraux, la meilleure partie de l'autorité d'un clergé décrié, & d'une noblesse inattentive ?

Qui n'auroit cru, que vous vous flattiez, surtout, de régner sans partage dans l'intervalle des

ARRÊTÉ.

G L O S E.

états - généraux , & sans rendre compte pendant leur durée ?

Pardonnez, pardonnez, Messieurs, Messieurs, ces injustes soupçons ; mais blâmez-vous aussi de les avoir suscités vous-mêmes. Le peuple écoute les *proverbes* avec autant de respect que les *loix-mêmes* ; & sans cesse il vous appliquoit celui-ci : *Qui ne dit mot , consent.* Ceci, Messieurs, n'est pas du style des *arrêtés* : mais convenez, du moins, que ceci ressemble beaucoup au style de la vérité.

Ladite cour ne

La patience nous

G L O S E.

échappe , Messieurs , & souffrez que nous parlions avec franchise.

Pourquoi le parlement qui , tout - à - l'heure sans s'en rapporter à la sagesse du roi , va lui demander d'avance autant & plus peut - être , que ne lui demanderont les états-généraux mêmes ; pourquoi , n'a-t-il pas eu la raison , la justice , la sagesse , d'écouter lui - même le vœu général , & de demander à grands cris pour le tiers - état opprimé depuis neuf cents années , la qualité de représentation , sans laquelle l'oppression durera

A R R Ê T É.

pouvant , sur cet objet , s'en rapporter qu'à la sagesse du roi , sur les mesures nécessaires à prendre pour parvenir aux modifications que la raison , la liberté , la justice & le vœu général peuvent exiger ,

peut-être neuf siècles encore.

C'étoit cela, & cela seul que les parlemens devoient réclamer?

Il falloit arrêter la fatalité, ou finir l'irrésolution de la décision des notables; il falloit oser se démentir soi-même pour la gloire de la vérité, & le salut de la nation. Quel est donc ce titre de *défenseur du peuple* que les parlemens s'arrogent? & que signifie-t-il? est-ce un titre sans devoir? & n'est-il fait que pour honorer, sans servir? Ignorent-ils, les parlemens, les devoirs glorieux que ce titre auguste & saint

saint leur imposoit dans ce moment d'un combat décisif entre les deux ordres les plus puissans & l'ordre le plus foible ?

Et c'est ce moment même que les parlemens, tranquilles spectateurs, choisissent pour faire éclater une confiance en leur roi, que jamais ils n'ont montrée quand ils s'agissoit de leurs plus foibles intérêts.

Ils s'en rapportent, disent-ils, à la sagesse du roi : mais en se soumettant d'avance à la sagesse de sa décision, se croient-ils dispensés de lui en éclaircir les véritables motifs

& les solides fondemens ?
 N'est-ce pas trahir la
 sagesse même d'un roi qui
 n'a point cessé d'ouvrir son
 ame à tous les conseils,
 qui n'a pas dédaigné ceux
 même de ses derniers
 sujets ?

Mais, que dis-je ? le
 silence des parlemens,
 n'étoit-il pas lui-même
 une grande opinion aux
 yeux du monarque ? Quoi !
 dans la circonstance où
 le peuple porte au trône
 la plainte & la demande
 la plus capitale que ja-
 mais le peuple françois
 ait formée, le corps destiné
 pour le défendre, ce corps
 même se tait ! Cet affreux

silence n'est-il pas un aveu solennel d'injustice envers le peuple? & ne pas le défendre, n'est-ce pas l'accuser?

Ils s'en rapportent à la sagesse du roi ; eux qui dans cent occasions, cent fois moins importantes, n'ont cessé de fatiguer la sagesse de leur roi, à force d'inquiétudes & de soupçons ; eux qui ne voulurent pas même s'en rapporter à la sagesse du roi, quand elle supprimoit les jurandes & les corvées ; eux enfin, qui ont poursuivi la sagesse du roi, jusques dans l'édit de tolérance où l'humanité

même consacroit la sagesse
de la raison humaine !

Et que nous importe
que le parlement de Paris
viennne aujourd'hui offrir
au roi, comme la tête de
Meduse, le tableau des
droits que la nation seule
peut lui présenter avec
cette confiance & cet
amour capables de dé-
dommager de tout un
bon roi ? pourquoi faire
au monarque l'injure de
douter de sa justice, & à la
nation celle de douter de
ses lumieres ?

Quelle est donc cette
fatalité attachée aux par-
lemens, d'irriter sans
cesse, & de ne contenter

jamais ? Le parlement de Paris n'avoit qu'un seul mot à dire dans l'arrêté de son repentir ; & ce mot est le seul qu'il n'ait pas dit : le sort du tiers-état, celui de la nation ; étoit fixé ; c'en étoit fait, si le parlement avoit enfin consenti à proférer, après l'équité naturelle, ces paroles si terribles, si difficiles pour lui : **QUALITÉ DE REPRÉSENTATION ENTRE LE TIERS - ÉTAT SOUMIS AU DROIT COMMUN, ET LES ORDRES QUI RÉCLAMENT DES PRIVILÉGES.**

Mais non ; il a mieux aimé paroître hardi con-

ARRÊTÉ.

G L O S E.

tre le roi , que juste envers le peuple. Le courage lui a paru plus facile que l'équité; enfin, il a cru qu'en attaquant les usurpations du despotisme, il feroit oublier son unique abandon du tiers-état.

Voilà les hommes , & sur-tout voilà les corps : ils font le *mal* complètement, & le *bien* à moitié : c'est que le mal vient de tous ceux qui se passionnent, & le bien ne vient que de ceux qui se repentent.]

& ladite cour a de plus arrêté que ledit seigneur-roi feroit

Nous supplions le parlement d'observer que dans cet article, & dans

G L O S E.

tous ceux qui vont suivre, la cour compromet l'autorité du seigneur-roi, & les droits de la nation ; car, si le roi refuse de consacrer le retour périodique des états-généraux, & que les états mêmes le consacrent, la demande du parlement aura compromis l'autorité du roi.

Et si le roi détermine une époque & que la nation en détermine une autre, la demande du parlement aura compromis encore l'autorité royale.

Nous observons de plus, qu'en bonne politique, demander au roi, de con-

A R R Ê T É.

supplie très-humblement de ne plus permettre aucun délai pour la tenue des états-généraux, & de considérer qu'il ne subsisteroit aucun prétexte d'agitation dans les esprits, ni d'inquiétude dans les ordres, s'il lui plaisoit, en convoquant les états-généraux, de déclarer & consacrer le retour périodique desdits états-généraux,

sacrer le retour des états-généraux, c'est supposer que la nation, ou ne pourra pas, ou ne voudra pas cette *consécration* : supposer qu'elle ne pourra pas, c'est compromettre son droit le plus évident : supposer qu'elle ne voudra pas, c'est ravaler son courage & ses lumières.

Et par quel titre le parlement prétend-il traiter avec le roi, des droits de la nation, quand la nation même aura bientôt pour s'expliquer le seul organe qui lui est propre, & qu'elle puisse avouer?

N'avez-vous pas compris, messieurs du par-

lement , que demander au roi de déclarer les droits de la nation , c'est les mettre en problème : & que votre arrêté calomniateur envers le tiers-état qu'il accuse de manœuvres & de sédition , audacieux envers le roi dont il brise le sceptre avec une verge , est dangereux encore pour la nation même ?

Qu'en travestissant ses droits évidens en demandes douteuses, votre inutile papier n'est qu'un nuage que vous faites passer devant le soleil du midi ; que vous donnez, en un mot , aux droits

ARRÊTÉ.

G L O S E.

sacrés qui naissent du contrat social, la fausse couleur d'une concession volontaire.

Vous, MM. du parlement, vous qui, depuis cinquante ans, ne marchez auprès des rois qu'entre la défiance & la plainte, n'avez-vous pas compris que, si rien aujourd'hui n'est dangereux avec l'équité du roi qui nous gouverne, il faut tout craindre pour l'avenir, de l'inadvertence inévitable d'un grand peuple, & de la vigilance ambitieuse des ministres de ses maîtres ?

Que dans ces matieres

si délicates, où souvent les hommes adroits fondent des droits sur des mots, il faut peser les paroles, comme il faut régler les démarches; & qu'il est souverainement imprudent de demander à un autre, ce dont on est censé le maître soi-même.

Quoi ! MM. , vous voulez que le roi déclare lui-même, que les états-généraux sont obligés envers les peuples à ne lui accorder aucun impôt indéfini !

De bonne foi, avez-vous pu faire à votre souverain une demande pareille ?

leurs droits d'hypothéquer aux créanciers de l'état des impôts déterminés ; leurs obligations, envers les peuples, de n'accorder aucun autre subside, qu'il ne soit défini pour la somme & pour le temps ;

Laissez, laissez aux états-généraux présenter & traiter eux-mêmes ces questions difficiles; elles ont besoin d'être appuyées de toute la majesté de l'assemblée de la nation, & sur-tout d'être tempérées par toute l'expression de son attachement à ses rois.

Mais vous, MM., renfermés dans un coin du palais, n'écrivez point ainsi d'une main de fer & d'un style d'airain, des ordres au monarque dont vous êtes l'ouvrage.

leurs droits de Pour *glofer* sur cet article, il faudroit le com-
fixer & d'assigner

G L O S E.

prendre : la seule chose que l'esprit y saisisse, c'est que le parlement demande l'égalité de répartition des impôts sur tous les ordres.

Sans doute cette vérité étoit si dure, qu'il a fallu l'envelopper, jusques à la cacher.

Enfin, on avoue pourtant le principe de l'égalité de répartition. Que d'efforts, que de violence, que de tortures il faut, pour ainsi-dire, employer, pour arracher à l'injustice l'aveu de l'équité !

A R R Ê T É.

librement sur les demandes du seigneur - roi les fonds de chaque département ; la résolution dudit seigneur - roi de concerter d'abord la suppression de tous impôts distinctifs des trois ordres, avec le seul ordre qui les supporte ; ensuite leur remplacement avec les trois ordres par des subsides communs également répartis ;

Pourquoi, MM., n'avez-vous pas ajouté, la

la responsabilité des ministres,

ARRÊTÉ.

G L O S E.

responsabilité des magistrats, plus à l'abri cent fois que les ministres, de répondre de leurs injustices & d'en compter avec la nation ?

les droits des états-généraux, d'accuser & de traduire devant les cours, dans tous les cas intéressant directement la nation entière; sans préjudice des droits du procureur-général du roi, dans les mêmes cas.

Vous voilà bien occupés, MM., à faire accuser & traduire devant les *cours* : mais pourquoi n'avez-vous point parlé d'accuser & de traduire les *cours* elles-mêmes, devant un tribunal approuvé par les représentants de la nation, quand ces *cours* avoient évidemment trahi leurs devoirs envers la nation & le monarque ?

Lorsqu'un ministre du roi commet envers un citoyen quelque acte d'injustice & de violence, cet opprimé peut s'adresser à vous MM., s'il a du courage, & si vous en avez.

Il peut au moins, s'il n'a que de la patience, attendre la fin de l'injustice, avec celle de la faveur du ministre.

Mais quand des magistrats oppriment un citoyen, quel sera son recours ?

Jusqu'à présent, MM, il n'en avoit point d'autres que son cœur & son dieu ; mais aujourd'hui, tous les enfans de la na-

ARRÊTÉ.

G L O S E.

tion pourront, dans leurs maux, se recueillir dans son sein même.

On diroit, MM., que dans votre arrêté, vous vous êtes joués à épouvanter le roi, par les états-généraux. Et cette conduite n'est pas plus judicieuse que régulière : mais prenez-y garde, c'est aux parlemens seuls à s'effrayer des états-généraux. Le roi sera payé de tous ses sacrifices, par notre inviolable amour ; & notre paisible fidélité pour son autorité légitime, lui sera mille fois plus douce, que notre inquiète servitude.

Mais, vous MM., qui
vous

vous paiera les sacrifices
de la vénalité & de l'hé-
rédité de vos pouvoirs ?
qui pourra vous dédom-
mager de ces souverainetés
inouïes , déferées à prix
d'argent à des hommes
qui , du sein de la roture ,
de la jeunesse , & sou-
vent de l'ignorance ,
s'élèvent pour dominer
les trois ordres de l'é-
tat , & le monarque
même ?

Vous vous placez sans
ceffe dans votre arrêté ,
entre la nation & le roi :
retirez - vous , MM. ; ces
deux puissances augustes
n'ont pas besoin d'un
tiers.

ARRÊTÉ.

G L O S E.

les rapports des états-généraux, avec les cours souveraines, de telle sorte que les cours ne doivent ni ne puissent souffrir la levée d'aucun impôt qui ne soit accordé, ni concourir à l'exécution d'aucune loi qui ne soit demandée ou consentie par les états-généraux ;

Eh ! MM., reposez-vous un peu sur les lumières de la nation, & n'ameutez point le quartier. Pensez-vous que nous n'ayons lu que des remontrances ? non, MM., croyez sur ma parole que nous en favons tout autant qu'un jeune conseiller de vingt-cinq ans ; & que si nous avons dans la tête moins de vieilles rubriques qu'un conseiller de grand'chambre, nous y avons en récompense beaucoup plus de vérités nouvelles.

la liberté individuelle des ci-

La liberté individuelle des citoyens, Ah ! sans

C L O S E.

doute, il faut la réclamer; mais non pas telle que les parlemens l'entendent.

Et que nous importe d'être tirés d'une prison royale, s'il faut languir dans une prison parlementaire, en attendant une justice douteuse?

Qu'importe à un innocent, qu'une lettre de cachet le fasse mourir à la bastille sans la police, ou qu'un arrêt le fasse périr par la police du bourreau, après le long supplice d'un cachot?

Vous osez parler de la liberté individuelle, parlemens de France, vos loix & vos registres à la

A R R Ê T É.

toyens, par l'obligation de remettre immédiatement tout homme arrêté dans une prison royale, entre les mains de ses juges naturels,

ARRÊTÉ.

G L O S E.

main ! Ah ! pour être libre , il faut des loix , il faut des juges ! & nous n'avons encore ni des loix , ni des juges.

Et la liberté légitime de la presse , seule ressource prompte & certaine des gens de bien contre les méchans , sauf à répondre des écrits répréhensibles après l'impression , suivant l'exigence des cas.

Suivant l'exigence des cas.... A merveille ' Messieurs ; ne cessez point d'ouvrir un de ces gouffres profonds , où les magistrats peuvent à leur gré précipiter l'innocence même , au milieu des meilleures loix.

Il faudra , dites-vous , répondre de ses écrits , après l'impression.

Quel auteur , quel ange , oseroit répondre d'un écrit , même inspiré du

ciel, si vous continuez à mettre l'auteur & l'ouvrage, entre un magistrat auquel on ne peut répondre, & le bourreau auquel on ne peut résister?

Comment, si le roi ne remplit pas tous ces préliminaires, s'il ne fait pas toutes ces déclarations dictées par le parlement, l'assemblée des représentans nommée par la nation, avec les formes, & dans le nombre que la justice exige, ne fera point une assemblée nationale ! Ainsi le caractère des états-généraux dé-

Au moyen de ces préliminaires qui sont dès-à-présent dans la main du roi, & sans lesquels on ne peut concevoir une assemblée vraiment nationale, il semble à la cour que le roi donneroit à la magistrature la plus douce récompense de son zèle, en procu-

ARRÊTÉ.

*rant à la nation,
par le moyen
d'une solide li-
berté, tout le
bonheur dont elle
est digne.*

G L O S E.

pendra des déclarations préliminaires que le roi fera ou ne fera pas; ainsi ce caractère sacré de représentans d'une nation ne fera point l'ouvrage de la nation même; & si le roi, par une prudence que les circonstances mêmes lui commandent, s'y prescrivait le silence, nos états-généraux ne feront point ce qu'ils doivent être, ils ne formeront pas une *assemblée vraiment nationale* ! Qui pourroit concevoir qu'à la veille des états-généraux, à la face d'une nation qui déjà se passionne pour ses droits, le premier parlement de

France ait fait écrire ces paroles : *que sans ces préliminaires , on ne peut concevoir d'assemblée vraiment nationale ?*

Eh bien ! voici ce que nous allons dire au parlement de Paris , aux parlemens des provinces , qui semblent attendre de lui leur ame & leur volonté :

Si vous parvenez à faire convoquer des états-généraux , tels qu'en 1614 , tous ces préliminaires fastueux seront inutiles pour le salut du malheureux tiers - état ; le clergé , la noblesse , les parlemens trouveront sans doute leurs libertés ,

ARRÊTÉ.

G L O S E.

leurs propriétés , leurs richesses , leurs puissances , sur ces préliminaires ; mais le tiers-état n'en fera pas moins écrasé par l'ascendant des ordres devenus les maîtres , & ceux du monarque.

L'égalité de répartition ne fera qu'un vain nom ; la liberté individuelle , devenue sacrée pour les hommes puissans , sera toujours l'objet de leur dérision dans le peuple.

Les ministres , les magistrats , devenus timides & circonspects envers les deux ordres devenus souverains , n'en seront que plus

plus hardis à persécuter le misérable peuple : ils jetteront entre eux le sort sur ses dépouilles , & s'uniront pour se les partager.

En un mot , la constitution émanée de tels états-généraux , ne fera jamais , malgré ces préliminaires hardis & déplacés , qu'un monument construit des décombres mêmes du tiers - état & de la monarchie ; tels que ces temples qu'on trouve dans l'Amérique , bâtis presque en entier avec des ossemens humains.

Mais , si les états-généraux sont tels qu'ils

E

doivent être ; si le peuple y jouit d'une juste influence, ces préliminaires dangereux, pour établir les droits de la nation, seront bien superflus pour en régler l'exercice ; ... & l'assemblée nationale qui aura besoin qu'on lui déclare quels sont ses droits, ne sera jamais ni digne ni capable de les exercer.

Terminons : magistrats des parlemens de France, rappelez-vous votre institution : vous devez être choisis dans l'ordre du tiers-état, pour la défense même de cet ordre, le plus nécessaire & le plus foible.

Nous voici dans la conjoncture la plus mémorable de nos annales, & jamais le peuple françois ne s'étoit vu placé comme sur un point entre la servitude & la liberté.

Dites vous bien que, si ce tiers-état, ce peuple que vous deviez défendre, n'obtient pas l'égalité de représentation dans les états - généraux, il est perdu, il tombe écrasé; mis en tombant, ses cris vous accusent, l'Europe l'entend, le plaint, & vous êtes déshonorés.

F I N.

